IdeAs

Idées d'Amérique

14 | 2019

Populismes dans les Amériques

Entretien avec Alain Rouquié, Président de la Maison de l'Amérique latine

Jean-Baptiste Thomas et Carlos Quenan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/6846>

DOI : 10.4000/ideas.6846

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Jean-Baptiste Thomas et Carlos Quenan, « Entretien avec Alain Rouquié, Président de la Maison de l'Amérique latine », *IdeAs* [En ligne], 14 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/6846> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.6846>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Entretien avec Alain Rouquié, Président de la Maison de l'Amérique latine

Jean-Baptiste Thomas et Carlos Quenan

CARLOS QUENAN ET JEAN-BAPTISTE THOMAS : Vous récusiez le concept de « populisme » dans la mesure où vous estimez que sa plasticité est sa principale faiblesse, servant souvent à définir des mouvements aussi dissemblables que le « trumpisme » ou le « chavisme ». En prenant comme référence pour votre analyse le péronisme, lorsque le mouvement est au pouvoir, vous optez pour le concept de « démocratie hégémonique » qui réconcilie, suivant André Sigfried, « l'autorité et la démocratie ». Toutefois, quelle est l'explication de la généralisation de l'utilisation du terme « populisme » au cours de la dernière décennie, notamment en Occident, pour désigner la méfiance, voire le rejet des élites politiques ? Les « régimes hégémoniques » auraient-ils tendance à ne plus se limiter aux démocraties représentatives « récentes et non consolidées » (*Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques*, 2016, p. 393) ?

Alain Rouquié : Le populisme ? Je n'utilise pas ce « concept flasque » et aux significations multiples. Premièrement, on l'utilise trop abondamment, et alors que personne ne sait exactement ce qu'il recouvre. Deuxièmement le populisme c'est toujours l'autre, l'adversaire. Traditionnellement, c'est celui que l'on n'aime pas. Je ne connais personne qui ait dit « je suis populiste ». Ni Perón, ni Vargas. « Populaire », oui, « national-populaire », également, mais pas populiste. Le terme sert surtout à stigmatiser un adversaire. Il est vrai que Podemos et la France Insoumise, aujourd'hui, se réfèrent positivement à un « populisme de gauche ». Et ils semblent partager avec Ernesto Laclau cette idée, qui est très péroniste, que « le peuple n'est pas un donné, mais un construit ». C'est ce que dit Jean-Luc Mélenchon. C'est également ce qu'affirment les dirigeants de Podemos, et quand bien même, jusqu'à présent, ceci n'a pas tellement réussi, mais c'est aussi et avant tout ce que disait Juan Domingo Perón. Je le prends comme modèle heuristique même si cela ne veut pas dire qu'il a inspiré les populismes dans le monde entier. Mais le projet de Perón, pour l'Argentine, c'est ce qu'il appelle « la Communauté organisée », la « Comunidad organizada » : il faut tout organiser, depuis le sommet, car c'est ainsi

que cela doit marcher, selon lui. Et cela implique de « construire le peuple », exactement comme le dit Mélenchon. C'est-à-dire imposer, depuis le centre, des formations qui répondent, hiérarchiquement, aux intérêts du peuple, tels que définis par le leader. Mais pour cela, il faut également un leader, bien entendu. Voilà la façon dont je conçois le terme de « populisme », que je n'utilise pas, malgré Mélenchon et malgré Podemos.

J'utilise dans mes travaux le terme de « régime hégémonique ». De quoi s'agit-il ? C'est un régime, où au nom du peuple, de la majorité et du leader qui l'incarne, le gouvernement tend à supprimer les contre-pouvoirs et à cesser de respecter la séparation des pouvoirs. Or la séparation des pouvoirs, c'est la définition de la démocratie. Ne pas respecter la minorité, c'est le contraire de la démocratie. Voilà pourquoi j'appelle cela des régimes hégémoniques. Alors, cette hégémonie peut advenir de façon lente ou soudaine, mais les régimes hégémoniques, à la différence des dictatures, acceptent les élections et les résultats des élections.

Le résumé de tout cela, c'est que dans un « régime hégémonique », il n'y a rien au-dessus de la décision du peuple. Dans un régime démocratique, il y a la loi, c'est-à-dire la Constitution. Ce que fait Donald Trump, en ce moment, et il est en train d'établir graduellement l'hégémonie de l'exécutif, c'est d'essayer de rogner les contre-pouvoirs et de faire en sorte que la séparation des pouvoirs fonctionne à son profit. Ce qu'il s'est passé en Hongrie est similaire. On peut comparer avec ce qu'il s'est passé au Venezuela. Le gouvernement issu de la majorité électorale fait en sorte que la presse passe sous l'autorité du ministère de la communication et, peu à peu, il y a un régime hégémonique. En revanche, lorsqu'il y a élections et qu'on les perd, soit on est une véritable démocratie hégémonique, et on s'en va, en essayant de déstabiliser éventuellement son successeur, à l'instar de ce que fait Rafael Correa, en Equateur, ou comme a fait Perón après 1955 (il n'avait pas perdu les élections, il avait été renversé par un coup d'Etat). L'autre possibilité, et c'est ce qui est à l'œuvre aujourd'hui au Venezuela, c'est d'« organiser » des élections pour rester au pouvoir, en disant « j'ai la majorité avec moi », la majorité telle qu'on l'imagine ou telle qu'elle a été créée de façon mythologique, puisqu'on l'a eue un jour et qu'on ne peut pas la perdre. On ne peut revenir en arrière. Si vous lisez bien Laclau, c'est exactement ce qu'il dit : la continuité du leadership est indispensable pour qu'il n'y ait pas de régression sociale. Lénine n'est pas loin.

Mais les démocraties hégémoniques, telles que je les définis, ne sont pas des dictatures. Le cas limite, c'est le Venezuela de Nicolás Maduro, qui n'est plus une démocratie hégémonique, comme c'était le cas sous Hugo Chávez. Maduro, lui, a établi un Etat autoritaire. En mettant la main sur l'ensemble des pouvoirs, en marginalisant l'assemblée élue parce qu'elle n'était pas de son côté et en créant une instance extra-constitutionnelle qui permet de disposer d'un semblant de législatif. A un moment, même, c'était la Cour suprême qui faisait office d'organe législatif, ce qui ne manque pas de piquant lorsque l'on pense à la séparation des pouvoirs. Il n'y a pas meilleure confusion que de légiférer à travers la Cour suprême. Et après, il y a ce qu'il se passe en ce moment.

C. Q. ET J.-B.T. : Vous dites que les « régimes hégémoniques » prétendent parler au nom du peuple et de la majorité. Pourtant, si l'on prend quelques exemples, en l'occurrence le gouvernement Perón en 1955 ou le gouvernement péroniste constitutionnel en 1973, ils font face à des coups d'Etat qui peuvent être menés au nom de la démocratie ou contre cet

« illibéralisme », ce qui semble assez paradoxal. C'est également ce à quoi on assiste lors du coup d'Etat contre Chávez, en 2002.

A. R. : Bien entendu. Quand il y a une situation où le parti au pouvoir semble se perpétuer, que ce soit de manière légale ou illégale, la tentation, compte-tenu de la tradition de coups d'Etat en Amérique latine, c'est d'aller frapper à la porte des casernes. Aujourd'hui, on va frapper à la porte des juges. Regardez la Cour suprême hondurienne et son rôle dans le renversement de Manuel Zelaya, en 2010. Voyez ce qu'il s'est passé au Brésil avec la destitution de Dilma Rousseff, tout d'abord, puis le jugement de Lula Da Silva. On n'a plus besoin de faire appel aux militaires, on fait appel aux juges et aux parlementaires : c'est un équivalent des coups d'Etat militaires. Mais il y a un précédent, c'est le Venezuela, en 1948. On assiste, alors, à un coup d'Etat contre le président constitutionnel de l'époque, Rómulo Gallegos. La raison de ce coup d'Etat militaire appuyé par tous les partis ? Tout simplement parce que l'Action démocratique, le parti de Gallegos, gagnait toutes les élections et que ce mouvement politique était trop fort et prenait un peu de libertés avec les minorités et les autres partis. Cela ne veut pas dire que partout où il y a des régimes hégémoniques, l'armée va être contre. Dans le cas du Venezuela actuellement, par exemple, si l'armée n'était pas derrière Maduro, les choses auraient changé depuis longtemps.

Il y a eu donc parfois des coups d'Etat militaires contre des partis ou des gouvernements jugés trop révolutionnaires ou réformistes, mais également contre des partis trop forts. Celui de 1948 au Venezuela, et celui qui s'est passé de façon civile, et non militaire, au Brésil sont assez paradigmatiques de ces derniers. C'est-à-dire que Dilma a été destituée comme s'il s'agissait d'un Premier ministre dans un système parlementaire, avec des raisons plus ou moins valables et un usage détourné de clauses constitutionnelles. Mais on n'utilise plus les militaires. Dans le cas de Lula, ce sont les juges qui l'ont « neutralisé » sinon, il gagnait les élections, parce que le Parti des travailleurs était très puissant. Certains ont dit que ces élections auraient été gagnées grâce aux programmes sociaux instaurés par le PT, que le plan Bolsa Familia aurait acheté des voix. Mais non, les pauvres allaient voter pour Lula. Et comme dans la plupart des pays on compte plus de pauvres que de riches....

C. Q. ET J.-B.T. : Si l'on revient aux origines du péronisme, dans cette notion de « démocratie hégémonique » la mobilisation des masses ou des secteurs populaires, parfois même du mouvement ouvrier organisé, est un élément décisif. Quelle est la part de mobilisation, « par en haut », et quelle est la part d'autonomie, « par en bas », qui a présidé à la structuration du mouvement ouvrier argentin qui ne naît pas avec l'ascension du péronisme mais que le premier péronisme a contribué à façonner, durablement, jusqu'à aujourd'hui, et qui est un acteur important sur l'échiquier politique ?

A. R. : Dans le cas du premier péroniste, il n'y a aucune autonomie. Par la suite les choses changent, tous les acteurs sont autonomes puisqu'il n'y a plus de référent. Jusqu'en 1955, la Communauté Organisée, c'est Perón qui l'organise. Les syndicats combattifs qui existaient avant son arrivée au pouvoir sont pris en main et Perón les fait dépendre d'autorisations du ministère du Travail qu'il a lui-même créé. Les leaders sont des dirigeants qu'il désigne et tout se passe de façon pyramidale. C'est ainsi qu'il voit le peuple organisé : la communauté, le peuple, le régiment, pour Perón, tout cela était un peu la même chose.

Perón est persuadé qu'il va y avoir une explosion sociale à la fin de la guerre et qu'il fallait tout verrouiller pour que l'Argentine puisse tirer son épingle du jeu. Ce n'est

pas ce qui a eu lieu, finalement, pour un ensemble de raisons qui n'ont rien à avoir avec la définition du régime, mais qui sont liées aux rapports internationaux et à la position de l'Argentine pendant la guerre. Après 1955, Perón a pu encourager divers courants, changeant régulièrement de délégué spécial lorsqu'il était en exil, en ayant recours aux « formations spéciales », à la fin des années 1960 et au début des années 1970, notamment aux Montoneros, pour mieux les désavouer par la suite. Mais ces dernières formations étaient devenues tellement autonomes qu'il n'a pas pu les freiner et qu'elles lui ont échappé. Tout comme le péronisme d'après-Perón lui a échappé, d'ailleurs, et pour cause. Il n'avait pas de successeur et ce n'est pas sa veuve, Isabelita, qui pouvait remplir ce rôle. C'est pour cela qu'il y a eu, par la suite, Carlos Saúl Menem, Eduardo Duhalde, les Kirchner, donc des péronismes extrêmement différents. Des péronistes qui se référaient à l'idole, à l'icône, mais qui avaient pris dans la boîte à outils que représentait le justicialisme ce qui leur convenait. Il est vraisemblable que le candidat du justicialisme pour les élections présidentielles du 27 octobre, Alberto Fernández, prendra dans cette boîte à outils ce qui lui conviendra le mieux.

C. Q. ET J.-B.T. : Le péronisme, forme la plus aboutie ou paradigmatique de ce « populisme », n'a jamais été qu'un mouvement d'envergure majeure, certes, mais nationale, à la différence des grandes idéologies du XX^e siècle qui ont pu prétendre à l'universalité. Faut-il y voir, dans le cas du péronisme, l'expression d'une tentative, in situ, à partir de la périphérie, de renégocier plus favorablement, d'un point de vue national ou nationaliste, la subalternité du pays et de son insertion sur la scène mondiale, mais sans jamais remettre en cause les grands équilibres systémiques à échelle internationale ?

A. R. : Dans le cas de l'Argentine, le gouvernement était entré dans la Seconde Guerre mondiale in extremis, car il n'avait pas accepté les conditions indispensables pour figurer parmi les Alliés. C'est ce qui fait la différence avec Getulio Vargas, au Brésil, qui entre en guerre dès 1942, après les Etats-Unis. L'Argentine, elle, entre en guerre en 1945, ce qui est très mal vu par les Etats-Unis, dans la mesure où le pays a flirté avec l'Axe jusqu'à la fin. C'était au nom de la neutralité, pour pouvoir commercer, disait-on. Mais ces arguments ne tenaient pas aux Nations unies, la réunion des vainqueurs. Personne n'ignore par ailleurs que le cœur de Perón battait pour Benito Mussolini. Je le sais puisqu'il me l'a dit, dans un entretien que j'ai réalisé à son domicile madrilène, pendant son exil, en 1969. Il n'avait pas d'admiration pour Francisco Franco, qu'il détestait, qu'il prenait pour un militaire catholique et borné. Perón, lui-même, en réalité, était athée. Mais Mussolini, ancien socialiste, c'était exactement le genre de leader qui pouvait lui convenir. En outre, faire se battre contre l'Italie un pays peuplé d'Italiens ne lui semblait pas possible. Dans l'ancienne métropole anglaise ou la nouvelle métropole états-unienne, cette sympathie pour les Etats de l'Axe était très mal vue et il fallait donc se préparer à des jours difficiles et faire en sorte de compter sur la cohésion du gouvernement et de la « communauté », du peuple, pour faire face aux difficultés qu'il allait y avoir à affronter. Tout ceci s'est assez mal passé, d'où l'histoire de l'antinomie « Braden [ambassadeur des Etats-Unis à Buenos Aires en 1945 et anti-péroniste convaincu] / Perón », que ce dernier a très bien utilisée, mais en se faisant un ennemi de plus. Perón était déjà mal vu et cela empire en disant « c'est les Etats-Unis ou moi ».

C. Q. ET J.-B.T. : Dans la construction du récit péroniste cette antinomie « Braden-Perón », « nation ou colonie », a joué un rôle fondamental, pourtant...

A. R. : Mais le récit du péronisme, c'est surtout Braden qui l'a fourni, par gaucherie et revanchisme. Braden vivait dans un monde dominé par les références de la Seconde Guerre mondiale, dont on sortait à peine, alors qu'au Pentagone et au département d'Etat on était en train de préparer la suivante, c'est-à-dire la Guerre froide avec l'URSS. Mais Braden continue à dire que Perón est un « nazi-fasciste » alors que la guerre était finie. Braden lui tend sur un plateau cet argumentaire nazi-fasciste auquel Perón répond « non, regardez, j'organise des élections, tous les partis sont présents, j'ai gagné. Où voyez-vous que je suis nazi-fasciste ? ». Braden quitte par la suite son poste d'ambassadeur à Buenos Aires et on le nomme responsable des Amériques au département d'Etat. Il continue sur cette ligne alors que le gouvernement états-unien envoie à Buenos Aires un nouveau diplomate, Georges S. Messersmith qui, lui, est dans l'actualité, à savoir l'anti-communisme, la Guerre froide à venir. Cela fait des étincelles avec Braden qui reste convaincu qu'il faut en découdre avec les nazi-fascistes et Perón. Cela donne une marge de manœuvre à ce dernier. Une fois Braden mis de côté, avec des ambassadeurs qui comprennent Perón et mettent l'accent sur l'économie, tout ira beaucoup mieux dès 1950. Au moment où économiquement, néanmoins, la conjoncture est moins favorable en Argentine.

C. Q. ET J.-B.T. : Quels que soient les facteurs ayant présidé à ce « premier récit du péronisme », il y a eu, selon vous, de la part du kirchnérisme, une « véritable réécriture de l'histoire » (p.253), qui s'applique tant aux références politiques dont ont pu se réclamer Néstor et Cristina Kirchner (Evita, et surtout Cámpora, davantage que Perón lui-même ou les autres présidents justicialistes qu'a connus le pays), qu'à sa « politique de mémoire », sur les droits de l'Homme et les années 1970, notamment, et qui s'est articulée à rebours des autres récits ayant caractérisé le discours officiel depuis la fin de la dictature.

A. R. : J'entends encore le discours de mon ami José Nun, ministre de la Culture sous Kirchner entre 2004 et 2009, disant « on n'a rien fait pour punir les dictateurs ». Cela revient à dire : « Alfonsín, connais pas » ; « Les procès et la condamnation à des peines de prison quinze généraux, connais pas ». Kirchner, disait que la démocratie avait été rétablie une première fois en 1973, ce qui est vrai, puis à nouveau seulement à son arrivée au pouvoir, en 2003, mais qu'entre les deux, c'était la continuation de la dictature. Cela veut dire réécrire l'histoire. En 1983 Raúl Alfonsín se fait élire alors que l'armée est au pouvoir et a tous les pouvoirs, que tout est gangréné par des militaires qui sont, comme on le sait, des massacreurs et des tortionnaires. Rien de ceci, pour Kirchner, n'a existé. Alfonsín a pourtant eu le courage de traduire les militaires devant la justice. Il a dû faire face à neuf tentatives de coups d'Etat et à treize grèves générales qui allaient dans le même sens que les coups d'Etat, mais tout ceci n'a jamais eu lieu, selon Kirchner. C'est ce que j'appelle réécrire l'histoire. Alors, certes, il s'est rendu aux obsèques d'Alfonsín, où il a fait un beau discours. Cependant, il n'a jamais reconnu avoir réécrit l'histoire.

C. Q. ET J.-B.T. : Comment le péronisme contemporain s'inscrit dans cet héritage ?

A. R. : Il y a deux problèmes. Perón est mort et tout le monde est péroniste. Même Mauricio Macri fait alliance avec des péronistes, comme Miguel Ángel Pichetto, qui est son candidat à la vice-présidence. La bipolarisation argentine, ce n'est plus « Perón ou pas Perón ». En revanche, il y a une bipolarisation autour du kirchnérisme, et surtout autour de Cristina Kirchner. Il y a une reconstitution des polarisations qui remonte au péronisme. Mais si Perón avait perdu les élections, que

ce serait-il passé ? Il serait resté au pouvoir, comme Maduro, j'en suis sûr. En revanche, Cristina Kirchner a perdu les élections en 2015, et elle est partie. C'est une démocrate. Elle a essayé, graduellement, de mettre la main sur les journaux, sur les juges, à travers un ensemble de réformes qui n'ont pas fonctionné. Elle a accepté qu'elles soient rejetées par la Cour suprême. Il y a divers types de démocraties hégémoniques. Chávez est un extrême, et de l'autre il y a Cristina Kirchner ou, dans une certaine mesure, Lula. Lula n'a jamais essayé de créer une démocratie hégémonique. Lorsqu'on lui a demandé s'il ne se présentait pas une troisième fois, il a répondu que cela reviendrait à instaurer une dictature. Il se référait peut-être à Chávez et aux réélections infinies des présidents bolivariens.

C. Q. ET J.-B.T. : Il existe, notez-vous, une « prospérité nécessaire » (p.372) à la consolidation de gouvernements à l'instar de ceux de Perón ou, plus proche de nous, de Chávez ou Correa. La situation économique argentine, marquée aujourd'hui par des éléments récessifs et de crise, empêcherait, a priori, la consolidation d'une expérience péroniste, ou qui n'aurait de péroniste que le nom ou quelques références, et ce bien qu'Alberto Fernández soit identifié, de l'avis général, comme le candidat du péronisme ?

A. R. : Il faut toujours distinguer les périodes. Ce que j'appelle les démocraties hégémoniques naissent dans des contextes de crise économique et sociale. Que ce soit au sortir de la « décennie infâme », à savoir les années 1930 en Argentine, ou que ce soit après le Caracazo de 1989, au Venezuela. A ce moment-là, il y a un problème social grave, avec, dans le cas du Venezuela, la concentration des revenus pétroliers dans des secteurs très peu nombreux et privilégiés. Au Venezuela, à cette époque, lorsque l'on était employé ou cadre, on gagnait très bien sa vie. Mais en dessous, il y avait des millions de miséreux qui ne voyaient même pas les miettes de la prospérité. Pour l'Argentine de 1940 c'était assez similaire. Mais si le cours du pétrole n'était pas monté en 1999, passant de 8 à 20 dollars le baril, ou s'il n'y avait pas eu, dans l'Après-guerre, une forte demande de produits argentins, ni Chávez, ni Perón ne seraient restés au pouvoir très longtemps. Au départ, c'est plutôt la crise économique qui amène au pouvoir ces régimes qui se veulent sociaux et redistributeurs. Mais s'ils ne peuvent plus redistribuer, alors ils deviennent très autoritaires. Perón, par exemple, lors de sa deuxième présidence, est à la fois très libéral économiquement à l'égard des Etats-Unis, et autoritaire, en réprimant l'opposition par exemple. Dans le cas de Cristina Kirchner, lors de sa seconde présidence entre 2011 et 2015, qui n'est pas une réussite, elle devient, bien que legaliste, autoritaire. Au Venezuela, si outre la gestion catastrophique des revenus pétroliers par Chávez et Maduro, la prospérité s'était poursuivi, il n'y aurait pas eu le passage d'une démocratie hégémonique à un régime autoritaire. Les comparaisons ne sont jamais que la superposition de situations diverses dans le temps et dans l'espace, mais avec des éléments communs.

L'exemple de Menem, dont on ne parle jamais, un peu comme la statue du Commandeur, est intéressant. Lorsque l'on évoque le péronisme, en général, on parle de Perón, d'Evita, mais jamais de Menem. Et pourtant, pour l'Europe, pour les financiers, ce fut un « miracle économique ». Quand il arrive au pouvoir, en 1989, la situation est catastrophique et les choses, par la suite, s'améliorent. Il y a eu la convertibilité, qui s'est avérée très problématique, par la suite, mais qui sur le moment a sous-tendu une croissance forte, avec une politique économique ultra-libérale qui a attiré les capitaux. A l'époque, au FMI, on donnait Menem en exemple, comme cela avait été fait dans le cas de la présidence de Carlos Salinas de Gortari, au Mexique, entre 1988 et 1994 pour les mêmes raisons. Le libéralisme sans-frontières

plaît toujours aux capitaux et aux entreprises, même si, après eux, c'est le déluge et même si cela conduit à des situations dramatiques et à la destruction de l'économie. Mais il y a eu un moment de miracle économique argentin et mexicain. La dérégulation, la réforme de l'Etat, comme on dit par euphémisme, à savoir la privatisation de toutes les entreprises nationalisées, y compris la poste, les chemins de fer, tout cela est très bien vu par les milieux financiers internationaux. Et ça marche, du moins un certain temps. Mais Menem est arrivé par la crise et il est resté jusqu'à la fin, parce que ça a marché. Il est parti à temps. Celui qui est arrivé après a reçu en héritage une situation particulièrement difficile et même dramatique.

C. Q. ET J.-B.T. : C'est bien de cet héritage que nous voulions parler, pour conclure cet entretien. La crise actuelle, en Argentine, permettra-t-elle au très probable futur président argentin, Alberto Fernández, de rebondir, ou son gouvernement se profile déjà comme une « Alianza bis », ce gouvernement qui succède à Menem en 1999 et qui a naufragé sur les écueils de la crise, fin 2001 ? Existe-t-il un schéma intermédiaire entre ce qui avait été fait par Menem, dans une phase particulière, à savoir le péronisme qui se convertit au néo-libéralisme, et la perspective plus traditionnelle des démocraties hégémoniques qu'a incarnée le kirchnérisme ?

A. R. : Je ne connais pas Alberto Fernández, mais je crois qu'il cherche à constituer un gouvernement d'union nationale. Il a d'ailleurs dit qu'il n'allait pas remettre en question les accords très impopulaires avec le FMI. Il ne peut pas gouverner seul, ni revenir à la politique économique argentine d'avant 2015, car il n'en a pas les moyens. Ce qu'Alberto Fernández a dit, jusqu'à maintenant, ne laisse pas penser qu'il souhaite gouverner comme Menem ni comme Cristina Kirchner. Il a dit qu'il admirait l'Uruguay du Frente Amplio, à savoir un gouvernement social-démocrate. Il ne va pas être le « redistributeur » à tout va, péroniste traditionnel, mais il ne va pas choisir la voie néo-libérale, parce que ce n'est pas possible, ce n'est pas là où on l'attend et parce qu'il a fait une campagne électorale sans ambiguïté. Il n'a pas fait la campagne électorale du type de celle de Menem en 1989, qui disait « suivez-moi », et rien d'autre. Personne ne savait ce qu'il allait faire. Et, au bout du compte, il a procédé à une « opération chirurgicale sans anesthésie », comme il le dira une fois élu. Je n'ai pas l'impression qu'Alberto Fernández puisse ou veuille en faire autant. Il n'était pas d'accord avec Cristina Kirchner, et ce n'est pas pour revenir en arrière alors que la prospérité n'est pas là. Quand on a 51 % d'inflation et pas de croissance, on essaie avant tout de remettre la maison en ordre. Dans ce cadre, et compte tenu de ces contraintes Fernández, s'il est élu, devra très certainement inventer un autre type de péronisme.

- 1 Directeur de recherche émérite au Centre d'études et de recherches internationales (CERI)-Sciences-Po, ancien directeur des Amériques au ministère des Affaires étrangères (France), Alain Rouquié a plusieurs fois été ambassadeur de France, dont au Brésil de 2000 à 2003.
- 2 Il a notamment publié *L'Etat militaire en Amérique latine* (1982), *Amérique latine: introduction à l'Extrême-Occident* (1987), *Guerres et paix en Amérique centrale* (1992), *Le Brésil au XXI^e siècle* (2006), *A l'ombre des dictatures: La démocratie en Amérique latine* (2010), *Le Mexique: Un Etat nord-américain* (2013), *Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques* (2016).

AUTEURS

JEAN-BAPTISTE THOMAS

Jean-Baptiste Thomas est Professeur assistant (MCF) en études hispano-américaines à l'Ecole polytechnique (Département Langues et Cultures), chercheur au CRLA-Archivos (UMR 8132), membre du Conseil Scientifique de l'Institut des Amériques. Il travaille sur l'histoire du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux en Amérique latine, plus particulièrement dans le Cône Sud. A paraître (décembre 2019), avec Thomas Posado, Révolutions à Cuba, de 1868 à nos jours. Emancipation, transformation, restauration (Paris, Syllepse).

CARLOS QUENAN

Carlos Quenan est professeur d'économie à l'Institut des hautes études en Amérique latine (IHEAL) à l'université de la Sorbonne Nouvelle, et vice-président de l'Institut des Amériques. Il a publié de nombreux articles et ouvrages sur le développement économique et sur la macroéconomie et les relations économiques internationales de l'Amérique latine.